

Au Mali, un gouvernement de continuité pour tenter de résoudre la crise

17 décembre 2012 à 07:39



L'ex-Premier ministre malien Cheick Modibo Diarra (g) et son successeur Diango Cissoko arrivent en conférence de presse pour la passation de pouvoirs, le 13 décembre 2012 à Bamako (Photo Habib Kouyate. AFP)

Le Premier ministre malien a joué la continuité en reconduisant dans son gouvernement les principaux ministres de l'ancienne l'équipe, tout en accordant plus de poids aux représentants du Nord, occupé par les islamistes, en vue d'accélérer la réconciliation avant l'envoi d'une force internationale.

Après quatre jours de consultations, Diango Cissoko a formé samedi un nouveau gouvernement d'union, comme le réclamait la communauté internationale pour refermer au plus vite la crise ouverte mardi après le départ forcé de son prédécesseur Cheick Modibo Diarra sous la pression d'ex-putschistes.

Il s'agissait pour lui de former un gouvernement "représentatif" de tous les acteurs de la crise, après l'éviction de M. Diarra considéré comme un élément de blocage des institutions de transition, tout en ménageant l'ex-junte militaire du capitaine Amadou Haya Sanogo, toujours influente.

"L'objectif était de ne pas déstabiliser l'architecture gouvernementale. La plupart des principaux ministères ne changent pas de titulaires pour ne pas casser la dynamique de groupe qui commençait à exister", a confié à l'AFP un proche du président par intérim Dioncounda Traoré. Seuls les partisans de M. Diarra ont été écartés.

Dans ce nouveau gouvernement, qui s'est fixé pour mission la reconquête du Nord et l'organisation d'élections transparentes, les ministres de l'Economie, de la Défense et des Affaires étrangères sont reconduits, tandis que tous les groupements politiques maliens restent représentés.

En plus de la Défense, l'ex-junte militaire, déjà à l'origine du renversement le 22 mars du président Amani Toumani Touré, conserve les trois autres postes clés qu'elle détenait (Sécurité intérieure, Justice et Administration territoriale).

"De l'espoir"

S'il est encore difficile de dire si ce nouvel exécutif sera mieux armé que l'équipe précédente pour stabiliser le pays, alors que l'influence du capitaine Sanogo, hostile à un déploiement armé international, reste intacte, M. Cissoko a déjà fait un geste symbolique en faveur de la réconciliation nationale.

Le Premier ministre, qui avait appelé dès sa nomination les Maliens à se "rassembler", s'est ainsi attaché à donner davantage de poids aux trois régions du Nord du Mali, entièrement occupées depuis juin par les groupes islamistes armés.

Elles détiennent désormais quatre ministères (Enseignement supérieur, Environnement, Artisanat et tourisme, un ministère délégué), contre un seul précédemment, avec à leur tête un représentant de la minorité arabe, deux Touaregs -contre un dans l'ancienne équipe- et un membre du Collectif des ressortissants du Nord, regroupant des organisations de la société civile.

"Nous avons une équipe qui devrait pouvoir remettre le pays sur les rails. Il y a de l'espoir", a réagi Bachir Diallo, du Front uni pour la défense de la République et de la démocratie (FDR), anti-putschistes, tandis qu'un membre de la COPAM, front pro-putschistes, soulignait "l'importance de se montrer patriote" en période de crise.

La nomination du gouvernement intervient alors que les chefs d'état-major des pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont peaufiné samedi à Abidjan leur plan pour le déploiement de 3.300 hommes au Mali, qui doit être soumis avant Noël au Conseil de sécurité de l'ONU.

A Conakry, le président sénégalais Macky Sall a appelé les nouvelles autorités maliennes à se mettre "au diapason" de l'Union africaine (UA) et de l'Afrique de l'Ouest pour soutenir ce déploiement.

Parallèlement, le chef de la diplomatie française Laurent Fabius a assuré qu'un accord allait être trouvé entre Français et Américains à l'ONU pour l'envoi de cette force, minimisant tout différend à ce sujet entre Paris et Washington.

La France et les Africains veulent obtenir un feu vert rapide de l'ONU, Washington se montre plus circonspect sur la capacité de Bamako et de ses voisins à mener à bien l'opération.